



REGARDS



HAPPY !!!

Vous ne le saviez pas mais vous êtes tous heureux !

Notre DDFIP nous l'affirme chaque fois que l'occasion lui en est donnée. Quand il va dans les services, il ne voit que des agents épanouis, adorant leur travail qui le leur rend bien ,bref ,toutes en mode DDFIP !A la CGT, nous ne devons pas avoir les mêmes lunettes ou alors on a vraiment mauvais esprit. Car quand on tourne dans les postes et services, le tableau est fort différent. Sur la cinquantaine de services que compte le département, une grande majorité connaît des difficultés pour fonctionner normalement au quotidien et plus d'une dizaine sont en grande difficulté.

Sentiment de travailler en permanence dans l'urgence, industrialisation des tâches, management anxiogène, voilà la réalité du terrain, avec ses corollaires habituels : problèmes de congés, écrêtement massif, jusqu'au « burn out » et autres maladies professionnelles liées au stress. Le baromètre social, élaboré et publié récemment par la direction générale elle-même, confirme cette situation dégradée. Sur de nombreux sujets, la situation est même pire en Vaucluse que dans le reste des directions. L'état des lieux dressé par la CGT dans les pages qui suivent est éloquent et contredit la béatitude affichée par monsieur Gauthier.

A l'heure où les pistes de restructurations dans le cadre de la démarche stratégique ont été transmises à la direction générale pour qu'elle donne son feu vert, il est clair que seule la mobilisation des agents, dans l'unité, au niveau local et national, est de nature à inverser la tendance. Ensemble, faisons de nos services des lieux de quiétude et d'épanouissement professionnel.

MOUVEMENT DE MUTATIONS UNIFIES : CA COINCE !

C'est la première année que les trois mouvements de mutation sont élaborés avec les nouvelles règles issues de la fusion. Cela appelle quelques remarques. Rappelons tout d'abord que l'affectation à la résidence d'affectation (RAN) correspond à une revendication de la CGT qui souhaite que les agents puissent bénéficier de l'affectation nationale la plus fine possible. Les RAN constituent encore des entités trop vastes puisque dans certains départements, elles peuvent correspondre à des territoires très étendus. Pour les inspecteurs, le mouvement est pour la première fois totalement fusionné mais les mutations d'une filière à l'autre sont moins nombreuses que prévu. Le mouvement est relativement fluide avec un taux de satisfaction important qui devrait augmenter lors du mouvement définitif, suite au mouvement initié par les élus en CAP nationale. Mauvaise surprise en Vaucluse : dans la filière gestion publique, aucun des trois départs n'a été compensé. En fait, les RAN concernées étaient en sureffectif en raison de l'affectation d'agents C sur des postes de contrôleurs. Pourquoi pas, si ces postes avaient été pourvus par des contrôleurs mais ça n'est pas le cas. Sur le mouvement B, on constate un certain blocage. Cela tient en grande partie au traitement des demandes de rapprochements familiaux par la direction générale. Elles représentent une mutation sur deux, ce qui est

déjà important. Mais l'effet est accentué car la DG tient compte des reliquats des rapprochements non satisfaits l'année précédente (dans la limite de deux) et applique une méthode qui consiste à remplacer les deux premiers vœux en « liste normale » par ces fameux reliquats. Conséquence : les cinq premiers entrants sur un département sont des rapprochements et, à ce titre, arrivent « à la disposition du directeur ».



C'est ce qui c'est passé en Vaucluse où très peu de collègues arrivent « à l'ancienneté ». Conséquence : les agents qui veulent muter à l'intérieur du département sont bloqués et le nombre de collègues ALD augmente dangereusement. Le système est donc perfectible et la CGT finances publiques portera dans les groupes de travail des revendications pour l'améliorer.

PRS = POLE DE RECOUVREMENT SINSITRE (SUITE)

Tout ça pour ça ! A l'annonce du transfert de la



prise en charge des procédures collectives des services impôts des entreprises au pôle de recouvrement spécialisé, la CGT s'était saisie du problème, dénonçant la disproportion entre le volume des charges transférées, correspondant au minimum à quatre « équivalent temps plein » et l'unique emploi créé. De plus, ce service connaît déjà des

difficultés pour assumer ses missions actuelles, en hausse dans un contexte de sous effectif. Les trois organisations syndicales du département ont, à l'initiative de la CGT, fait convoquer un comité technique sur le sujet. Il n'en est rien sorti, à part la mise en place d'un groupe de travail constitué quasi-exclusivement de chefs de services et dont la première, et unique, réunion n'avait pas pour but de calibrer le nombre d'emplois à affecter au PRS mais d'envisager comment ajuster la charge à l'effectif prévu par la direction. Qui a dit enfumage, alors qu'il apparaît que ce GT ne se réunira même pas à nouveau avant le premier septembre, date du transfert ? Quel mépris pour la mission, et surtout pour les agents qui la remplissent !

SERVICES DE PUBLICITE FONCIERE : LA COUPE EST PLEINE !



Le coup foireux du PRS a tellement bien fonctionné que la direction nous le ressert dans les SPF. Un article de la dernière loi de finances impose en effet le transfert de l'enregistrement des donations, jusque là gérées par les services de l'enregistrement, dans certains SIE, aux SPF. Il y aurait beaucoup à dire sur le fond, qui préfigure la création des fameux pôles civilistes, réunion de l'enregistrement, de la fiscalité immobilière et de la publicité foncière, mais pour le coup, la direction locale n'y est pour rien. Par contre, à l'inverse de nombreux autres départements, elle a choisi d'opérer ce transfert à effectif constant, alors que la CGT évalue la charge correspondante à trois ETP, au minimum. Les SPF, sous perfusion permanente d'échelons de renfort, de brigadiers nationaux et autres vacataires et stagiaires, peinent à descendre sous les trois mois de publication ! On croit rêver ! La CGT s'est exprimée par voie de tract sur le sujet, et comme pour le PRS, a sollicité les autres organisations syndicales pour qu'un CTL soit convoqué sur le sujet. La direction devra s'expliquer.

CAISSE DU SIP DE CAVAILLON : ON FERME

En théorie, la doctrine de l'administration en matière d'horaires d'ouverture des postes rejoint les conceptions de la CGT, à savoir l'amplitude la plus large pour les besoins d'un service public de proximité. Les demandes de restrictions de ces horaires se sont multipliées ces dernières années dans des postes peinant à faire face à la hausse de leurs charges dans un contexte d'emploi sinistré. Ces demandes sont fréquemment refusées, eu égard aux principes évoqués plus haut. On constate dans la période une augmentation régulière des fermetures « sauvages » de certains postes, parfois des semaines entières, avec la bénédiction de la direction. Bel exemple de contradiction entre

les principes et leur application concrète. Mais le phénomène touche à présent des services plus importants, épargnés jusque là. C'est ainsi que la caisse du SIP de Cavaillon est fermée régulièrement, parfois plusieurs jours de suite. Conséquence : les usagers sont renvoyés vers la trésorerie municipale pour effectuer leur paiement, et doivent revenir au SIP pour obtenir, par exemple, une main levée ! Le motif : le manque d'emploi, bien sûr, cinq ans après le regroupement du recouvrement de l'impôt dans les SIP avec l'évaporation d'un, voire plusieurs emplois, les pôles recouvrement sont en difficulté dès qu'un collègue est absent. La mise en place des caisses uniques, vendues à longueur de visites par notre directeur, ne fera qu'aggraver cette situation.



Et ce n'est pas prêt de finir
apparemment.....

PERSONNELS DE MENAGE : DES AGENTS COMME LES AUTRES ?

La titularisation de six femmes de ménage jusqu'alors contractuelles en début d'année a constitué pour ces dernières un progrès : salaire plus confortable, protection du statut,... Il faut croire que, pour autant, tout le monde ne les considère pas encore comme des agents à part entière. Comme tout le personnel de la DGFIP, elles doivent bénéficier des règles sur le temps de travail que nous connaissons tous. La direction a pourtant tenté de leur imposer un module horaire « sur mesure », de 35 heures par semaine, avec cinq semaines de congés payés, comme dans le privé ! Il a fallu l'intervention de la CGT pour que celles qui le souhaitent puissent bénéficier des modules horaires normaux et des congés et RTT qui vont avec. De même, après six mois, elles n'ont toujours pas la possibilité de se connecter, ni à Ulysse, ni à leur messagerie professionnelle. Pour la CGT, il ne doit pas y avoir d'agents au rabais dans notre direction !

NOUVEAUTE DE LA CAMPAGNE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

La DDFIP de Vaucluse fait appel tous les ans à des vacataires, et plus récemment à des stagiaires, pendant la campagne d'impôts sur le revenu. Ils sont employés habituellement à faire l'ensilage, l'ouverture du courrier,... Grande nouveauté cette année, ils assurent l'accueil téléphonique et on en a même vu derrière la banque au super-accueil d'Avignon ! Comme on n'est pas des monstres, on est sympa et on leur a prêté une brochure pratique d'impôts sur le revenu. Merci pour eux !

POUR ÊTRE ENCORE PLUS HEUREUX, VOUS SEREZ CONCENTRE-E-S ET FUSIONNE-E-S

Pour garder le sourire malgré les suppressions d'emplois et le gel du point d'indice, notre directeur a la solution, ou plutôt deux solutions : la dématérialisation et la concentration des services. En même temps, il n'a rien inventé, c'est tout simplement l'application chez nous de la fameuse démarche stratégique. Sur la dématérialisation, il y aurait beaucoup à dire, cela fera peut être l'objet d'un autre numéro de « regards ». Rappelons juste, pour rester dans l'actualité, le fiasco de téléactes aux hypothèques. Pour l'autre versant de ces propositions, qui sont « montées » récemment à Bercy pour accord, il y a deux axes. Tout d'abord, la concentration sur Avignon des deux SIP, des deux SIE et des deux SPF. Pourquoi, hé bien tout simplement pour diluer la pénurie d'emplois dans des entités plus grandes. Sous couvert de mutualisation de l'accueil, du courrier et autres, la direction va sortir sa célèbre règle à calcul qui fait que $30 + 20 = 45$. Les chiffres sont fantaisistes mais le principe est imparable ! Le deuxième axe, ce sont les suppressions d'implantations, avec la rengaine des caisses uniques qui devraient apparaître à Carpentras et à Orange d'ici un an avant la généralisation à tout le département. Gestion des flux de publics, désignation des caissiers, évaporation des emplois, aménagement des locaux seront autant de points d'interrogation et de sujets d'inquiétude. La modification du réseau est un sujet sensible, sur lequel la direction avance à pas de loup. La suppression de la trésorerie de Cadenet est à l'étude. Quid de Gordes et du triangle Carpentras-Pernes-Monteux ? La direction devra bien se dévoiler. La CGT qui, avec le soutien des élus locaux, avait réussi à sauver Pernes et Monteux il y a

dix ans, s'opposera farouchement à toute atteinte au maillage territorial. Les projets liés à la démarche stratégique doivent « redescendre » de Bercy cet été. On devrait en savoir plus à la rentrée.

ET L'ON REPARLE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ETAT

Piqué dans le relevé de décision d'un des derniers conseils de direction : au sujet des conventions d'utilisation, France Domaine a tapé sur les doigts de la DDFIP 84 à cause de son « incapacité (...) à avancer sur la réduction du ratio mètre carré par agent, en effet le non remplacement de fonctionnaires augmente mécaniquement le ratio ». Texto ! Difficile de ne pas faire le lien avec le projet de la DDFIP d'intégrer les agents de la trésorerie municipale de Carpentras dans les locaux de l'hôtel des finances. Cela peut paraître aberrant de vendre un bien de l'état pour s'installer en location mais c'est là qu'intervient la logique surréaliste de la politique immobilière de l'état. En effet, dans le cadre qu'elle fixe, il n'y a plus que des loyers budgétaires, et si l'un d'entre eux disparaît, ils considèrent que c'est une bonne opération budgétaire ! A suivre car les agents concernés sont vent debout contre cette idée. Une pétition CGT-Solidaires a été signée par la totalité des collègues concernés.

GUIGNOL ET LES EMPLOIS D'AVENIR

Dans tout ce marasme, finissons sur une note comique, histoire de redonner le sourire à tous les collègues qui ne sont pas « happy » au boulot. Deux propositions de notre chère direction : Tout d'abord, dans le cadre (et avec les crédits) du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, il nous sera bientôt proposé une action théâtre permettant de mettre en scène des situations de stress au travail, et ainsi de l'exprimer dans une forme d'exutoire. Comme ça, c'est clair, on nous prend vraiment pour des guignols ! Encore plus fort : dans le cadre d'un partenariat avec l'université d'Avignon, il va être proposé la création d'un prix « finances publiques » (ça fait rêver !) dont lauréat gagnera ... un contrat de vacataire pendant l'été à la DDFIP. La courbe du chômage n'a qu'à bien se tenir ! En fait, ça n'est pas drôle, c'est même plutôt pathétique.

